

Article La Nouvelle République du 20 juin 2018.

Plusieurs dizaines de personnes ont répondu à l'appel du maire Jean-Pierre Grasset et du vice-président de la communauté des communes Jean-Claude Duzer, pour manifester contre la fermeture de la trésorerie de Trie sur Baïse



Le cortège a défilé à travers le marché et la place pour se rassembler devant la Maison du pays où se trouvent les bureaux de la trésorerie.

Jean-Claude Duzer a pris la parole pour évoquer l'importance du «bourg centralisateur» de Trie grâce à l'activité économique et institutionnelle de la ville et ses environs.

En citant la pétition préparée par l'Association des maires du pays de Trie, il continue «... en conséquence, nous affirmons une opposition ferme au démantèlement des services publics de proximité et nous demandons à la direction des finances des Hautes-Pyrénées d'arrêter ce projet de fermeture et d'accorder un moratoire jusqu'en 2023, date de la mise en place de la fibre optique permettant l'accès au haut débit». M. Duzer a également remercié la conseillère départementale Monique Lamon et les syndicats pour leur soutien. Il conclut : «Nous ne souhaitons la fermeture d'aucune trésorerie, il faut que la trésorerie de Trie reste et celle de Castelnau aussi». Jean-Pierre Grasset, à son tour, a évoqué le soutien de Viviane Artigalas et de Maryse Carrère, absentes mais excusées. Les deux sénatrices du département ont rappelé, par lettre, l'importance des services publics de proximité en zone rurale et comment «les décisions unilatérales prises à Bercy ont fait que notre territoire paie, au prix fort, les mesures d'austérité et budgétaires».

José Navarro, secrétaire CGT des finances publique , a indiqué que «la modernité et les moyens internet sont très bien mais avec l'arrivée du prélèvement des impôts à la source qui va générer des besoins d'informations, les gens vont être obligés d'aller à Tarbes ou à Lannemezan». Il a cité «le mépris des technocrates à Paris» et, pour l'anecdote, «comment la direction des finances a informé le maire de Saint-Laurent-de-Neste par SMS que sa trésorerie allait fermer...». Les manifestants sont partis en covoiturage pour remettre leur pétition à la direction départemental des finances à Tarbes.

Article de la Nouvelle République du 20 juin 2018 :

Les élus triais veulent garder leur trésorerie

«On est en train de désarticuler les zones rurales», dénonce Jean-Claude Duzer, maire de Lalanne-Trie et premier vice-président de la communauté de communes du pays de Trie et du Magnoac.



Avec lui, plusieurs maires du pays de Trie et du Magnoac sont rassemblés, ce mardi matin, devant la direction départementale des finances publiques à Tarbes. Ils protestent, et ce depuis déjà quelques semaines, contre la fermeture programmée de la trésorerie de Trie-sur-Baïse.

Comme indiqué hier par la CGT finances publiques, la direction départementale prévoit la suppression de trois trésoreries : Trie-sur-Baïse, Vielle-Aure et Saint-Laurent-de-Neste. «Le contribuable, l'usager de la poste ou de l'hôpital a besoin de contact humain. Prenez une personne qui bloque en faisant sa déclaration d'impôts sur internet. Il a besoin d'une aide humaine.» Jean-Pierre Grasset, maire de Trie-sur-Baïse, ajoute qu'il ne croit pas que la «stratégie du ruissellement profite à la ruralité... On a besoin de services publics dans toutes nos collectivités».

Une délégation des maires du pays de Trie a été reçue par Rémi Vienot, directeur départemental des finances publiques. «Il campe sur la position nationale de supprimer des postes pour les redistribuer dans des zones plus peuplées.» Pour justifier le maintien de la trésorerie de Trie, Jean-Claude Duzer a fait valoir l'attractivité, l'activité économique du pays de Trie ainsi que la vocation de bourg centralisateur de Trie pour le canton des Coteaux. «On nous répond qu'avec internet, il n'y a plus besoin de trésorerie.»

Jean-Claude Duzer et les élus triais demandent donc à la direction départementale des finances publiques un moratoire jusqu'en 2023, date de la mise en place, par le département, de la fibre optique permettant l'accès au très haut débit.